

Background

When the federal Conservative government introduced its budget implementation bill in February 2008, it included controversial changes to the *Immigration and Refugee Protection Act (IRPA)*.

UFCW Canada National President Wayne Hanley found it unusual and disturbing to see such consequential changes to the IRPA being pushed through as part of the federal budget. As such, it would not be reviewed nor debated by the Standing Committee on Citizenship and Immigration. The minister should have introduced the amendments as a stand-alone piece of legislation.

The changes to the Immigration Act included:

- It gives major new powers to the Minister of Immigration and Citizenship to control the types of applications it accepts, impose quotas, dispose of immigration applications, and facilitate queue-jumping (clause 118);
- It puts certain limits on the humanitarian and compassionate category, which currently is the only channel for many who encounter challenges in the process of pursuing family reunification (clause 117); and
- It gives the minister the power to deny visas to those who meet all the immigration criteria (clause 116).

This further supports the current policy shift whereby immigrants are increasingly being understood and treated as dehumanized economic units to be brought here through temporary visa arrangements instead of through permanent residency programs.

The Harper Conservatives are committed only to serving their friends in big business with cheap foreign labour instead of giving workers genuine rights and an opportunity towards citizenship. UFCW Canada and its membership find this insulting and degrading to workers across Canada.

Over the last 10 years, Liberal and Conservative governments have quietly shifted Canada's immigration policy towards one where poorly paid and often abused foreign temporary workers get priority over family class or permanent resident applicants. Temporary workers have more than doubled the number of

permanent residents accepted into Canada.

This legislation has a detrimental impact on our members – particularly those from immigrant communities – as it affects their ability to reunite with family and emphasizes treating workers, particularly migrant workers, as disposable economic commodities. The vast majority of people in Canada came here, or their descendents came here, as immigrants to stay, work hard, raise a family, and build a life. This legislation is un-Canadian, undemocratic, and unacceptable to our members.



The UFCW Canada

“Justice for Immigrants” Campaign

UFCW Canada immediately roared into action across the country. By establishing our national “Justice for Immigrants” Campaign, UFCW Canada quickly became known as the lead union on immigration issues in Canada.

UFCW Canada members, staff, and allies marched in the streets and protested in communities across Canada. Forming a broad coalition, UFCW Canada acted as a strong and vibrant national voice and received extensive media coverage, from local community newspapers across the country, to national journals, and to the most-watched national political programs on television. At the House of Commons and in the Senate, with our sisters and brothers from various immigrant, community, and social justice organizations, the UFCW Canada continues to lead the fight to win “Justice for Immigrants.”

- **Une insulte aux Canadiens et Canadiennes**
- **Les TUAC Canada mènent la lutte**

Renseignements généraux

Lorsque le gouvernement conservateur a introduit son projet de loi de mise en oeuvre du budget en février 2008, celui-ci comportait des changements controversés à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR).

Le président national Wayne Hanley trouvait cela anormal et perturbant de voir que de tels changements à la LIPR, lourds de conséquences, seraient faufiletés avec le budget fédéral et, de cette façon, ne seraient pas soumis à l'examen ni aux délibérations du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration. La ministre aurait dû introduire les amendements comme une loi séparée.

Parmi les changements à la Loi sur l'immigration se trouvaient :

- De nouveaux pouvoirs considérables accordés à la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration lui permettant de contrôler les types de demandes acceptées, d'imposer des quotas, de rejeter des demandes d'immigration et de favoriser les resquilleurs qui passent avant leur tour (clause 118);
- Certaines limites imposées sur la catégorie humanitaire, qui constitue présentement la seule voie d'accès pour de nombreuses personnes qui éprouvent des difficultés dans le cadre du processus de réunification de leur famille (clause 117); et
- Le pouvoir accordé à la ministre de refuser des visas aux personnes qui ne répondent pas à tous les critères d'immigration (clause 116).

Ceci appuie davantage le changement de politique actuel où les immigrants sont de plus en plus perçus et traités comme des unités économiques déshumanisées à faire venir ici par le biais d'arrangements de visas temporaires au lieu de programmes de résidence permanente.

Les conservateurs de Harper sont engagés uniquement à servir les intérêts de leurs amis dans les grandes entreprises avec une main-d'œuvre étrangère à bon marché au lieu de donner aux travailleurs de véritables droits et une possibilité de devenir des citoyens. Les TUAC Canada et leurs effectifs trouvent cela insultant et dégradant pour les travailleurs et travailleuses partout au Canada.

Depuis les 10 dernières années, les gouvernements libéraux et conservateurs ont discrètement transformé la politique du Canada en matière d'immigration en une politique où des travailleurs temporaires étrangers mal payés et souvent abusés se voient accorder la priorité sur les personnes dans la catégorie du regroupement familial ou de demande de résidence permanente. Les travailleurs

temporaires ont plus que doublé le nombre de résidents permanents acceptés au Canada.

Cette loi a un effet nuisible sur nos membres, particulièrement ceux qui proviennent de communautés immigrantes, puisqu'elle affecte leur capacité de réunir les membres de leur famille et met l'accent sur le traitement des travailleurs – surtout les travailleurs migrants – comme des biens et services économiques jetables. La vaste majorité des gens au Canada, ou leurs ancêtres, sont venus ici comme immigrants pour y demeurer, travailler fort, élever une famille et se faire une nouvelle vie. La législation ne cadre pas avec les valeurs canadiennes, et est aussi non démocratique et inacceptable pour nos membres.



La campagne « Justice pour les immigrants » des TUAC Canada

Les TUAC Canada se sont immédiatement mobilisés à travers le pays. En établissant leur campagne nationale « Justice pour les immigrants », les TUAC Canada ont vite été reconnus comme le syndicat chef de file en ce qui concerne les questions d'immigration au Canada.

Les membres, le personnel et les alliés des TUAC Canada sont descendus dans les rues et ont protesté dans des communautés partout au Canada. En formant une large coalition, les TUAC Canada ont agi comme voix nationale forte et retentissante et ont bénéficié d'une grande couverture médiatique, allant des journaux communautaires à travers le pays jusqu'à la presse nationale, en passant par les émissions politiques télévisées de grande écoute. À la Chambre des communes et au Sénat, avec leurs confrères et consœurs de diverses organisations immigrantes, communautaires et de justice sociale, les TUAC Canada continuent de mener la lutte de la « Justice pour les immigrants. »